

Livres

Numéro 22, été 1990

Il était une fois le Saint-Laurent

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/7654ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

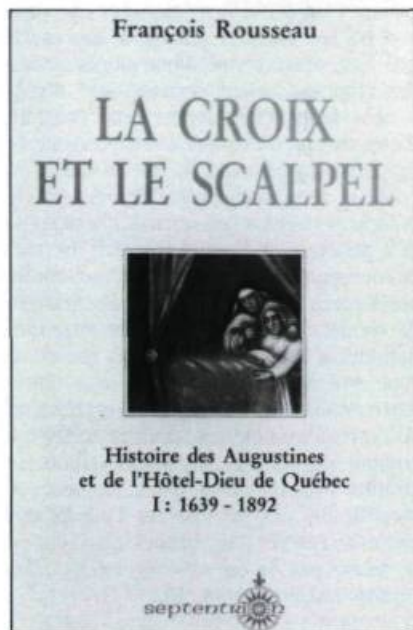
0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1990). Compte rendu de [Livres]. *Cap-aux-Diamants*, (22), 61–65.



Rousseau, François. *La croix et le scalpel, histoire des augustines et de l'Hôtel-Dieu de Québec, Tome 1: 1639-1892*. Sillery, Septentrion, 1989. 454p.

L'année 1989 marque le 350^e anniversaire de l'arrivée des premières augustines de la miséricorde de Jésus en terre d'Amérique. Pour l'occasion, l'historien François Rousseau présente le premier tome de l'histoire de cette communauté, intimement liée à celle de l'hôpital l'Hôtel-Dieu de Québec. Livre au titre évocateur, *La croix et le scalpel* raconte, sur une période de deux siècles et demi, le destin de ces religieuses hospitalières vouées au soin des malades. À travers la religion et la médecine, l'auteur a voulu «débuser les attitudes, souvent profondément enfouies, vis-à-vis de la vie et de la mort, de la santé et de la maladie, du bien et du mal, du malheur physique, biologique ou social».

L'élan de mysticisme qui traverse la France au cours des premières décennies du XVII^e siècle déborde naturellement dans les colonies. L'élite française a soif d'apostolat. Le supérieur des jésuites à Québec de 1632 à 1639, le père Paul Le Jeune, forme le projet d'un hôpital pour accueillir les «Sauvages malades». Son idée inspire plusieurs religieuses de monastères différents, qui se déclarent prêtes à traverser la mer. Le 1^{er} août 1639, malgré des ressources extrêmement limitées, la colonie accueille six religieuses, dont trois augustines âgées de 22 à 29 ans. La tâche est lourde pour ces jeunes femmes qui se logent tant bien que mal dans une maison de la Compagnie de la Nouvelle-France, près de la Place d'Armes. Elles y aménagent aussitôt une salle des malades, une cuisine et un réfectoire. Elles apprennent les rudiments de la langue algon-

quine, car leur but premier est de soigner les Amérindiens et, par le fait même, de contribuer à leur évangélisation.

Les religieuses se dévouent au risque de leur propre santé dans des conditions extrêmement pénibles: deux déménagements au cours des cinq premières années, manque chronique de ressources, endettement, conditions insalubres, incendie de la basse-ville en 1682. Fondé tout d'abord à des fins missionnaires, l'hôpital soigne bientôt aussi la population d'origine française.

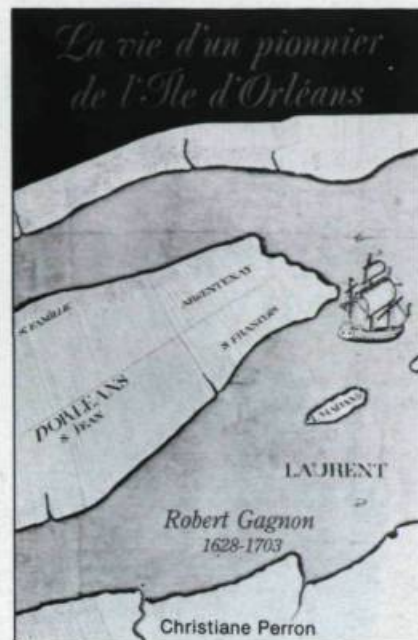
Au cours du XVIII^e siècle, la médecine fait son entrée au sein de l'institution. Il ne s'agit plus uniquement de préserver la santé, mais de la rétablir lorsque c'est possible. L'hôpital et la médecine se développent désormais en symbiose. Des médecins, surtout des chirurgiens, effectuent, pratiquent ou administrent, saignées, lavements, purgations, tisanes, réductions de fractures, ouvertures d'abcès ou amputations. L'Hôtel-Dieu se transforme peu à peu en une institution médicalisée. Le malade ou le pauvre des premières années devient le patient, «soumis passivement au traitement de la médecine conquérante du XIX^e siècle». L'installation d'un appareil téléphonique en mars 1888 marque le début d'une nouvelle ère: les augustines, qui commencent par s'adapter aux transformations du monde hospitalier, en céderont finalement l'administration aux laïcs. C'est une histoire à suivre.

Avec une agréable maîtrise de la langue française, François Rousseau nous présente la première synthèse de l'histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec. L'ouvrage ne manque pas d'intérêt même si l'abondance des détails oblige parfois le lecteur à un certain effort pour retrouver le fil de l'action. Une solide bibliographie, un index minutieux et une vingtaine de tableaux statistiques constituent des instruments de recherches appréciables.

Danielle Ouellet

Christiane Perron. *La vie d'un pionnier de l'île d'Orléans. Robert Gagnon, 1628-1703*. Longueuil, Christiane Perron, 1989. 268 p.

Les familles Gagnon comptent parmi celles qui regroupent le plus de descendants au Québec. Leurs racines en terre canadienne remontent au XVI^e siècle avec l'arrivée, vers 1640, des frères Mathurin, Jean et Pierre Gagnon. Vers 1655, débarque à Québec Robert Gagnon, natif de La Ventrouze, au Perche. Il s'installe à Sainte-Famille, île d'Orléans où il décède en 1703. Vraisemblablement apparenté aux trois frères Gagnon, il laisse une descendance de plusieurs milliers de personnes portant les noms Gagnon et Belzile.



Dans cet ouvrage, Christiane Perron, généalogiste et chercheuse autodidacte, retrace la vie de cet ancêtre aux humbles origines. Grâce à un minutieux travail d'archives, autant en France qu'au Canada, elle nous présente Robert Gagnon d'une manière vivante. Elle s'attarde aux événements qui ont façonné sa vie, aux lieux où il a vécu et décrit au passage le contexte de l'époque. Malgré les limites imposées par les sources archivistiques, elle réussit à bien situer son personnage.

Christiane Perron présente d'abord la région du Perche, puis plus spécifiquement La Ventrouze et s'attarde enfin à la famille de Robert Gagnon en France. Cette partie devrait permettre aux nombreux descendants de colons issus du Perche de retrouver des éléments d'information sur la vie quotidienne à l'époque Louis XIV dans cette ancienne province. Dans un deuxième temps, l'auteure trace le portrait de la vie de Robert Gagnon en Nouvelle-France et présente les destinées de sa famille. En annexe, l'auteure joint plusieurs actes notariés, des extraits des registres d'état civil, un tableau généalogique des trois premières générations, un glossaire sommaire, un index onomastique et une présentation du système monétaire et des poids et mesures ainsi que plusieurs cartes et une dizaine de photographies.

Écrit dans un style accessible, cet ouvrage apporte des faits nouveaux et corrige certaines erreurs véhiculées par ses devanciers. Publiée à compte d'auteur, cette monographie démontre clairement que, par un travail rigoureux et minutieux, tout individu, même sans être un professionnel de la recherche, peut produire un ouvrage honnête et utile.

Signe de la qualité de ce livre: l'auteur s'est récemment vu remettre le premier prix dans la catégorie des généalogies et des histoires de famille lors du concours Percy-Foy.

Rénéald Lessard



Ouimet, Raymond. *Pierre Miville: un ancêtre exceptionnel*. Sillery, Pélican/Septentrion, 1988. 102p.

La généalogie est un loisir très populaire au Québec. Aux sociétés locales, qui œuvrent un peu partout, se sont jointes depuis quelques années les associations de familles-souches. La Fédération en compte à ce jour plus d'une centaine. Cette popularité de la généalogie se mesure aussi à la quantité de publications de toutes sortes (répertoires de mariages, nécrologies, histoires de familles) qui paraissent chaque année.

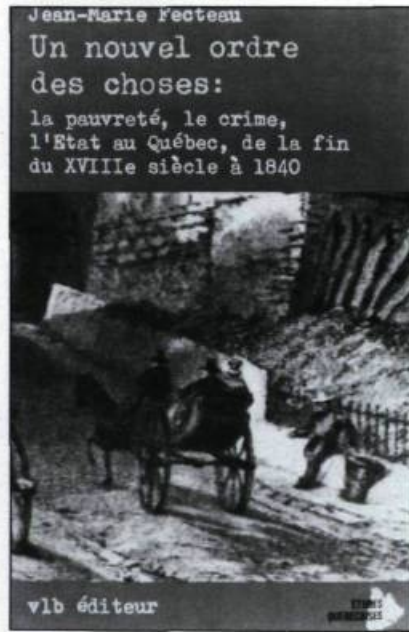
Le petit livre de Raymond Ouimet retrace l'histoire de l'ancêtre des familles Miville-Deschênes, Pierre Miville dit Le Suisse. Malgré le sous-titre, l'auteur ne cherche nullement à glorifier le fondateur de sa lignée maternelle. Il rapporte les faits avec objectivité, insistant sur les relations du personnage avec les notables de la colonie sans jamais dissimuler les bévues de son personnage. Banni de la ville de Québec pour avoir enfreint un règlement du Conseil souverain, Pierre Miville, garde suisse, passe à Brouage avant de revenir s'établir au Canada, où il connaît une destinée hors du commun. Sa vie s'avère un véritable roman d'aventures.

L'auteur fait preuve d'une grande érudition et de beaucoup de perspicacité. Il s'attarde lon-

guement à décrire le contexte dans lequel évolue son personnage, en expliquant les institutions particulières à l'Ancien Régime. Les documents relatifs à Pierre Miville ne sont pas très nombreux et ceux provenant de France n'ont certainement pas été faciles à localiser. L'auteur fait flèche de tout bois, exploitant à fond la documentation disponible et formulant des hypothèses quand les informations lui manquent. Une collaboratrice, Suzanne Miville-Deschênes, complète la biographie en présentant la généalogie des deux premières générations de Miville au Canada.

Avec ce volume, les éditions du Septentrion inaugurent de brillante façon une collection intitulée «Ancêtres». L'ouvrage de Ouimet constitue un modèle à suivre pour tous les généalogistes désireux de dépasser la simple compilation de noms de familles pour reconstituer le vécu des premiers colons. Il est à souhaiter que d'autres passionnés se mettent à la tâche pour nous faire connaître ces véritables fondateurs du pays.

Jacques Saint-Pierre



Jean-Marie Fecteau. *Un nouvel ordre des choses: la pauvreté, le crime et l'État au Québec, de la fin du XVIII^e à 1840*. [Outremont], VLB éditeur, [c 1989]. 292 p.

Depuis quelques années, l'attention des historiens s'est volontiers portée sur les diverses formes de déviance, et le traitement qu'en ont fait les sociétés passées. Aussi la folie, le crime, la pauvreté font-ils l'objet d'études de plus en plus nombreuses. Jean-Marie Fecteau livre ici le résultat de ses recherches de doctorat, une histoire des mécanismes de «régulation» à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e.

Comme l'indique si bien l'auteur en introduction: «il faut entendre par «mode de régulation» une structure spécifique d'organisation des rapports sociaux reposant sur un ensemble défini d'institutions. Cette structure d'organisation est étroitement dépendante de rapports de production, du type de classes en conflit et de la configuration des rapports de pouvoir permettant l'exercice de l'hégémonie et le prélèvement du surplus social» (p. 18). Le concept rappelle un peu celui de «contrôle social» sans avoir pourtant le même caractère de «projet collectif délibéré» face auquel les individus n'auraient d'autre choix que de se soumettre. Au contraire, l'auteur nous convie à percevoir les modes de gestion du crime, de la pauvreté comme des «enjeux sociétaux, comme des formes de manifestation de conflits fondamentaux où la volonté de contrôle des uns se brise sur l'infinité des petites résistances quotidiennes quand elle ne se heurte pas, le cas échéant, aux grandes révoltes organisées» (p. 10).

L'ouvrage se divise en deux sections. La première, qui va de 1791 à 1815, concerne une première mise à jour du mode de régulation féodal. En deux chapitres, l'auteur nous entretient du traitement du problème de la pauvreté, puis de celui de la criminalité. Dans chacun d'eux, il s'intéresse à la situation ambiguë du Bas-Canada, qui a vu une bonne partie de ses institutions traditionnelles, françaises, menacées par les institutions britanniques: le financement et l'organisation des services de «charité» offerts par les congrégations religieuses, par exemple, et la substitution du droit criminel anglais au droit criminel français. La régulation de type féodal, ou si l'on préfère, les mécanismes de gestion des déviances, se caractérisent entre autres par le recours aux élites locales et une intervention plutôt rare du pouvoir central qui tolère une relative décentralisation.

Le mode de régulation «capitaliste» fait quant à lui une place plus large à l'État; il est plus volontiers centralisateur. Dans la seconde partie de son ouvrage, l'auteur consacre un premier chapitre aux critiques du mode de régulation antérieur qui se multiplient au début du XIX^e siècle, ou, formulé autrement, au sort des enfants abandonnés, des malades, des pauvres, des victimes d'une police inefficace ou d'un code criminel «sanglant», à ceux qui clament la nécessité de créer, ou de réformer, diverses institutions: l'hôpital, l'asile, la maison d'industrie et le pénitencier. Fecteau s'attarde ensuite aux réformes effectivement exécutées pendant la période 1815-1840.

L'auteur livre ici une version profondément remaniée d'une thèse de doctorat menée à Paris sous la direction de Michelle Perrot. Il a bien réussi à débarrasser l'ouvrage de l'appa- (suite à la page 64)

(suite de la page 62)

reil méthodologique caractéristique de l'exercice scolaire: le lecteur lui en sera gré. De plus, quoique Fecteau ne puisse se défaire complètement du nouveau jargon des sciences sociales, l'ouvrage reste tout de même fort accessible au «lecteur cultivé», qui trouvera plaisir à le lire. S'il faut lui trouver une limite, disons qu'il s'intéresse essentiellement aux institutions et au cadre juridique du traitement de la pauvreté et de la criminalité: pauvres et criminels sont largement absents de l'œuvre. Cependant, Fecteau apporte une contribution essentielle à la connaissance de la déviance et de son traitement au moment crucial du passage au capitalisme.

Jean-Pierre Charland



Lafrance, Marc et Yvon Desloges. *Goûter à l'histoire. Les origines de la gastronomie québécoise.* [s.l.], Service canadien des Parcs et Editions de la Chenelière, [1989]. 160 p.

Poursuivant depuis quelque temps déjà des recherches sur l'histoire de l'alimentation, les historiens Marc Lafrance et Yvon Desloges ont choisi un mode de diffusion tout à fait approprié pour faire connaître une partie de leurs trouvailles. La popularité des livres de recettes dans le grand public est indiscutable et cette histoire «par les recettes» qui nous est proposée risque fort d'y trouver un écho plus que favorable. Au-delà de l'aspect «marketing», ce volume se veut «un moyen privilégié de mettre le public en contact avec son passé» par une meilleure connaissance de la vie quotidienne, de la vie privée et du monde des sens.

L'ouvrage comprend neuf parties qui couvrent l'évolution de la cuisine professionnelle du XVII^e jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Chacune des parties débute par une introduction historique qui met en place les éléments de

contexte nécessaires pour bien suivre les développements de la gastronomie québécoise. Les recettes sont présentées par catégorie: potages, entrées, rôtis et relevés, salades et canapés, entremets, desserts et boissons, rappelant ainsi l'ancien service à la française. Toutes les recettes sont également accompagnées d'une courte note qui fournit des précisions fort intéressantes, tantôt sur l'aliment, tantôt sur la façon de l'apprêter. Le tout est construit de manière à mettre en évidence les recettes tout en accordant une place de choix au contenu proprement historique.

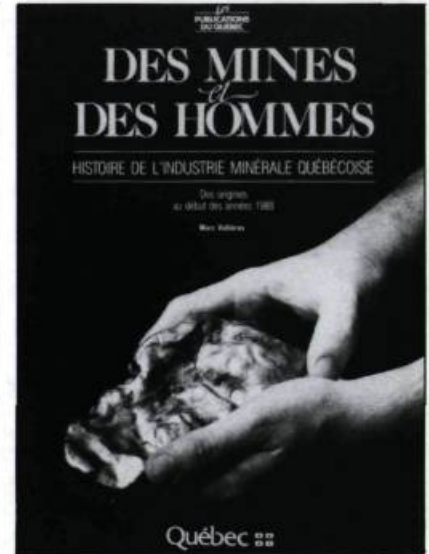
Il ne faut évidemment pas s'attendre à trouver dans ce volume des recettes typiques du terroir québécois. Les auteurs se concentrent plutôt sur la cuisine professionnelle codifiée et diffusée principalement par le livre et qui faisait le régal des élites canadiennes de l'époque. Ce faisant, on est à même de réaliser les énormes écarts entre les niveaux de vie des plus aisés et des moins bien nantis. La perspective adoptée par les auteurs a également le mérite de révéler des transformations importantes intervenues dans le monde de la gastronomie québécoise, comme l'apparition des traiteurs, des restaurants et des hôtels ou encore l'introduction de la cuisine anglaise dans les mœurs alimentaires après la Conquête.

Cet ouvrage se distingue de plus par la grande qualité de sa présentation, du papier, du graphisme, des nombreuses photographies en couleurs et des illustrations d'époque ou reproductions d'artéfacts qui ornent ses pages. Il s'agit là d'un très beau livre pour l'œil. Il saura également exciter le palais des amateurs de bonne cuisine et la curiosité des historiens de tout acabit qui ont bien hâte de se mettre sous la dent les résultats définitifs des recherches des auteurs.

Alain Laberge

Marc Vallières. *Des mines et des hommes, histoire de l'industrie minière québécoise des origines au début des années 1980.* Québec, Les Publications du Québec, 1989. 439p.

Marc Vallières nous présente une histoire des mines au Québec qui se veut à la fois une publication accessible et sérieuse. Le défi était de taille puisqu'il s'agit de trois cents ans d'histoire minière et de découvertes. L'œuvre est pionnière car aucune synthèse n'a été entreprise sur le sujet jusqu'à maintenant. L'auteur, grâce à une recherche qui s'est échelonnée sur plusieurs années, y fait l'analyse de l'industrie minière et de son implication sur l'économie québécoise. L'ouvrage est divisé en cinq parties. La première nous présente de manière très érudite le portrait géologique du Québec. Les quatre parties suivantes reflètent chacune une période histori-



que importante dans l'histoire des mines au Québec: du XVII^e siècle à 1840, de 1840 à 1921, de 1921 à 1950 et de 1950 à 1980. On y analyse les fondements juridiques, les premières découvertes à partir du Régime français, les interventions de l'État en matière d'exploitation minière, de recherche et de formation, la création des industries minières, les minerais et les régions minières du Québec ainsi que les répercussions économiques et sociales de l'industrie minière.

Cette synthèse est accompagnée d'une liste impressionnante de tableaux et d'annexes. L'iconographie comprend des documents photographiques et quelques cartes. Il est toutefois étonnant de ne pas retrouver la carte minéralogique de l'Amérique du nord de Guettard publiée en 1752 dans les *Mémoires de l'Académie des sciences*. Le texte est présenté sur deux colonnes. Mais la typographie demeure parfois «houleuse».

Marc Vallières définit l'industrie minière de façon assez large. Outre les minerais connus il considère aussi les minéraux industriels, les matériaux de construction et les combustibles. De plus, il est intéressant de constater que cette synthèse touche aux problèmes socio-économiques engendrés par l'exploitation minière. Ainsi l'on découvre, dès le XIX^e siècle, une certaine forme d'urbanisation minière. Les camps deviennent graduellement des villages miniers comme Capelton, Albert Mines et Eustis. Les conditions de travail dans les mines au XIX^e siècle demeurent dures et pénibles. Les éboulements, les explosifs de même que le transport du minerai lourd constituent des dangers importants pour les mineurs. Les travailleurs de l'amiante connaissent aussi des risques. Le syndicalisme minier et les interventions de l'État ont certes amélioré les conditions de travail des mineurs au XX^e mais en soi l'industrie minière offre des conditions de travail difficiles.

On pourrait reprocher à son auteur de ne pas avoir traité plus profondément l'impact environnemental de l'industrie minière. Le sujet y est abordé, mais sans plus.

La synthèse de Marc Vallières apporte une contribution importante à l'amélioration des connaissances. Il s'agit d'une étude qui s'oriente dans le courant de la «Public History».

Yves Hébert



Cyril Simard. *Économuséologie, comment rentabiliser une entreprise culturelle.* Montréal. Centre éducatif et culturel inc., 1989. 170p.

Ceux qui ont assisté au dixième colloque de la Fondation de l'Entrepreneurship, tenu à l'hôtel Le Reine Elizabeth le 25 janvier dernier, ont pu apprendre qu'un musée pouvait se passer de subventions gouvernementales, s'autofinancer et même devenir rentable. Les conditions pour y arriver sont exposées dans ce nouveau livre de Cyril Simard lancé lors de ce colloque auquel s'associaient les maisons Donohue Inc., Pratt & Whitney Canada, ainsi que Caron, Bélanger, Ernst & Young.

Ce n'est pas d'hier que créateurs, producteurs et gestionnaires de la culture veulent convaincre qu'ils ne sont pas des entretenus mais participent activement au PNB et créent des emplois. Cyril Simard, architecte et ethnologue qui s'est surtout fait connaître par ses nombreuses publications sur les métiers d'art, propose maintenant à tous ceux, muséologues, gestionnaires, artisans, agents de tourisme qui désirent mettre en valeur le patrimoine culturel et qui veulent en vivre, un guide pratique pour permettre d'autofinancer leur projet. Mot neuf, réalité originale aussi, l'économusée se définit comme «une petite entreprise de type artisanal en exploitation, produisant des objets traditionnels ou

contemporains et à connotation culturelle, dotée d'un centre d'animation et d'interprétation de la production, valorisant les qualités environnementales et patrimoniales d'un bâtiment ou d'un site et dont l'objectif fondamental est d'atteindre un autofinancement complet du système».

Ce guide pratique a d'abord été une thèse de doctorat en ethnologie, soutenue à l'université Laval en 1986. Il s'appuie également sur une expérience concrète puisque l'auteur, reprenant l'héritage du papier fait main légué par mgr Félix-Antoine Savard, mit sur pied le premier économusée, la Papeterie Saint-Gilles et le Centre Félix-Antoine-Savard à Saint-Joseph-de-la-Rive, qu'il inaugura en 1988: une entreprise artisanale à bout de souffle devenue, après cinq ans d'effort, une entreprise-musée qui accumule maintenant des rentes. Le succès de la nouvelle formule aura d'ailleurs mérité à l'institution de Charlevoix le Prix national de l'innovation touristique en 1989.

Le type de musée conçu par Cyril Simard vise ainsi trois grands objectifs. Tout d'abord marier la culture avec l'argent sans fausse honte, c'est-à-dire viser l'autofinancement ou mieux la rentabilité. À cette fin, le concepteur lance de nouveaux produits, les met en marché et les rentabilise avant même d'entreprendre l'étape suivante qui est l'implantation du musée proprement dit: l'inverse de la démarche traditionnelle d'un musée-souvenir. Ensuite, la nécessité de développer la production en conservant le meilleur de la tradition. Tout en répondant aux besoins actuels des clients à la recherche d'un produit haut de gamme, la production doit en effet répondre aux normes internationales de qualité et se présenter dans un environnement architectural et un aménagement intérieur à la mesure du produit offert. Qualité de vie, protection de l'environnement naturel et culturel, échelle humaine et spécificités régionales étant les valeurs recherchées par une équipe qui comprendra au minimum un ethnologue, un architecte et un designer. Troisième objectif: la promotion du tourisme culturel et scientifique. L'économusée se présente alors comme un centre d'interprétation de la production locale, destiné à expliquer au visiteur non seulement les techniques en usage mais également lui permettre de comparer entre l'ancien et le nouveau.

En ces temps où l'État se tourne vers le privé même dans sa mission culturelle, l'outil de gestion que propose Cyril Simard est certainement bienvenu. Plus encore, l'économusée sera peut-être, mené à son terme, un moyen privilégié de valorisation, de revitalisation et de réappropriation de ce patrimoine ethnologique qui nous colle à la peau. ♦

Jean Simard

CONNAISSEZ VOUS?



LA
CULTURE
AUTOCHTONE

•
LA
LIBRAIRIE
DU
NOUVEAU
MONDE
•

103, RUE ST-PIERRE
À QUÉBEC
DERRIÈRE LE MUSÉE
DE LA CIVILISATION

C.P. 83, SUCC-B
G1K 7A1
(418) 694-9486
TÉLÉCOPIEUR
(418) 694-9486